

DÉLIBÉRATION 2023 34 –**Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée
au 1^{er} janvier 2024 (budget principal et budget annexe)**

Séance du Comité syndical du 10 octobre 2023

EXPOSÉ DES MOTIFS

La nomenclature budgétaire et comptable M57 est l'instruction la plus récente du secteur public local. Instauré au 1^{er} janvier 2015 dans le cadre de la création des métropoles, le référentiel M57 présente la particularité de pouvoir être appliqué par toutes les catégories de collectivités territoriales (régions, et départements, établissements publics de coopération intercommunale et communes). Il reprend les éléments communs aux cadres communal, départemental et régional existants et, lorsque des divergences apparaissent, retient plus spécialement les dispositions applicables aux régions. La généralisation de la M57 à toutes les catégories de collectivités locales est programmée au 1^{er} janvier 2024.

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitres (dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2 % des dépenses réelles de chacune des sections.

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable sera celui des budgets gérés selon la M14, soit pour le Syndicat son budget principal et son budget annexe.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2023 34 –

Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée au 1^{er} janvier 2024 (budget principal et budget annexe)

Séance du Comité syndical du 10 octobre 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2010 003 relative à l'adoption de la nomenclature M14 ;
Vu décret 2015-1899 du 30 décembre 2015 ;
Vu l'arrêté interministériel du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales et du ministre de l'Action et des comptes publics du 20 décembre 2018 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques ;
Vu l'avis favorable du comptable public sur le passage en M57 en date du 07 juillet 2023 ;
Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;
Considérant que la nomenclature M 57 développée s'appliquera à tous les budgets du Syndicat à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : DECIDE d'abroger la délibération 2010 003 du 05 mars 2010 et d'adopter la nomenclature budgétaire et comptable M57 développée applicable au Budget Principal et au Budget annexe du Syndicat à compter du 1^{er} janvier 2024.

Article 2 : AUTORISE le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.



Le Président,

[Signature]
Sylvain Raifaud



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20231010-2023-34bis-DE
Date de réception préfecture : 10/10/2023



FINANCES PUBLIQUES

**DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
D'ÎLE-DE-FRANCE ET DE PARIS
94 RUE REAUMUR
75104 PARIS CEDEX 02**

**Direction régionale des Finances publiques
d'Île-de-France et de Paris
La Directrice régionale des Finances publiques
d'Île-de-France et de Paris**
Pôle Gestion publique Secteur public local
Domaine Région et collectivités diverses
Service Établissements Locaux et
Interdépartementaux et Préfecture de Police
94 rue Réaumur
75104 Paris Cedex 02
Mél. : t075005@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Aurélie ANTOINE
Téléphone : 01 55 80 62 82
Mél. : aurelie.antoine@dgfip.finances.gouv.fr

**MONSIEUR YANNICK CABARET
DIRECTEUR
SYNDICAT MIXTE AUTOLIB VELIB METROPOLE
82 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75003 PARIS**

Paris, le 07/07/2023

2023-081

Objet : Avis du comptable public sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57

Monsieur le Directeur,

Par courriel du 23/06/2023, vous sollicitez, en application du décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, mon avis sur l'adoption du référentiel M57 par droit d'option pour le Syndicat Autolib' et Vélib' Métropole à compter du 1^{er} janvier 2024.

En application des dispositions précitées, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre demande et de vous faire part de mon accord de principe pour l'application de cette instruction budgétaire et comptable par votre syndicat à compter du 1^{er} janvier 2024.

Dans le cadre de ce changement de référentiel, je me permets d'appeler votre attention sur le point suivant :

- Le changement de nomenclature ne peut intervenir qu'à compter du 1^{er} janvier suivant la date de la délibération par laquelle la collectivité applique son droit d'option pour le référentiel M57.

En application des dispositions de l'article 1^{er} du décret n°2015-1899 pré-cité, le présent avis est joint au projet de délibération.

Mes équipes se tiennent à votre disposition pour accompagner le Syndicat mixte Autolib' Vélib' Métropole dans la réalisation des opérations budgétaires et comptables d'adoption de cette nouvelle instruction budgétaire et comptable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

par délégation
Le Directeur du Pôle Gestion publique
Secteur public local

Bernard GEOFFROY
Administrateur Général des Finances publiques